



Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

DOCUMENT UNIQUE

Dossier d'évaluation des risques professionnels

Dernière mise à jour	19/05/2022
Rédacteur	V.CURSAN

Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

47 Avenue de Certes

33980 Audenge

Tel : 06-24 57 52 10

Avant-propos :

La santé et la sécurité au travail constituent une préoccupation croissante des collectivités, au-delà des impératifs humains et sociaux, ces sujets sont des enjeux économiques et juridiques.

La mise en place d'un système de gestion de la santé, sécurité au travail, vise de manière efficace à réduire et anticiper les risques. Il permet d'accroître l'efficacité de chacun et de remplir les obligations d'organisation de la santé et de la sécurité au travail.

La formalisation de résultats de l'évolution des risques professionnels dans un document unique est une disposition réglementaire introduite dans l'article R4121-1 du code du travail.

Depuis 2021, tout établissement a l'obligation de procéder à l'évaluation des risques encourus par les travailleurs sur leurs lieux de travail et ainsi de mettre en place un plan d'actions afin de pallier ces risques.

Cette démarche s'inscrit dans la volonté du législateur de garantir aux travailleurs l'exercice de leurs activités dans un milieu sécurisé. « L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs » (Article L4121-1 du code du travail).

La mise en place d'une telle démarche contribuera à améliorer la performance de la collectivité sur le plan humain et économique.

PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE

Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

Adresse : 47 Avenue de Certes 33980 Audenge

Téléphone : 06 24 57 52 10

Site internet : www.smpba.fr

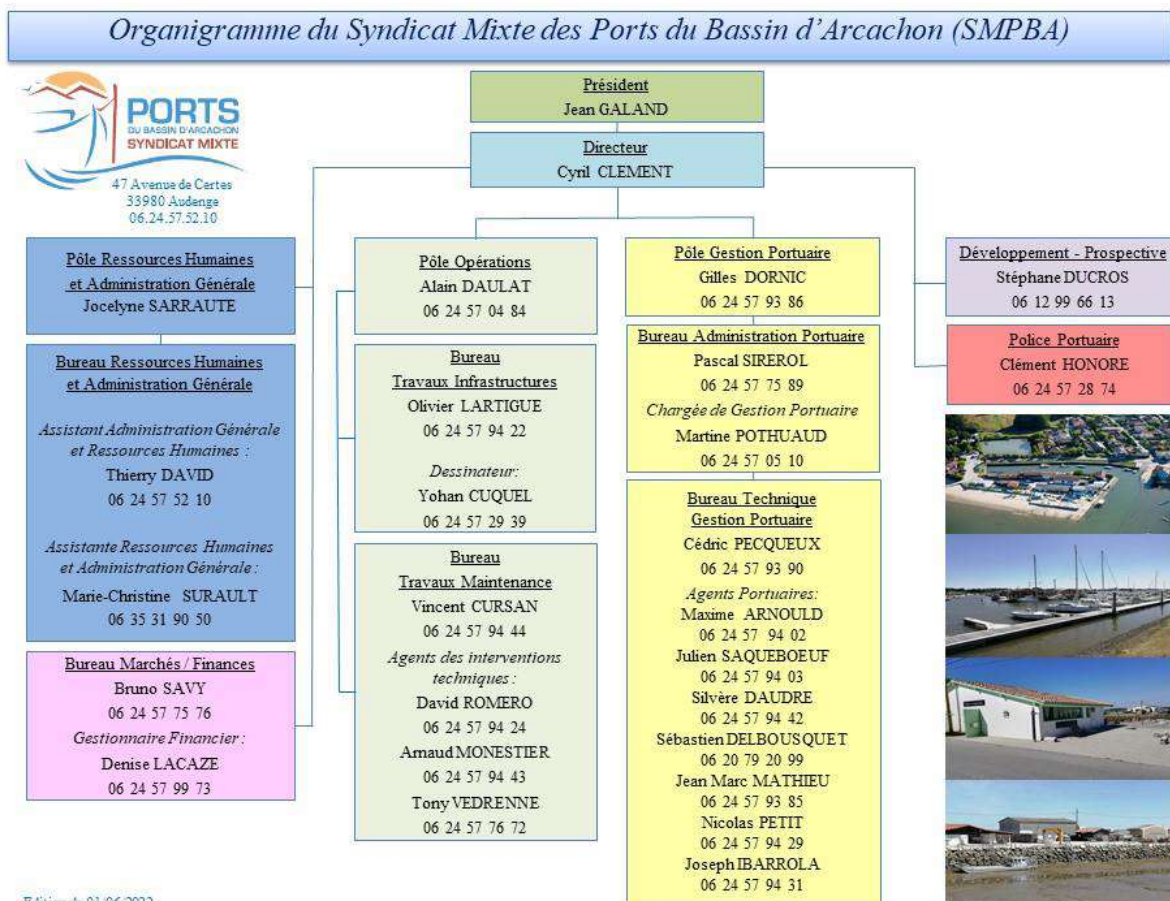
Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon a été créé le 11 juillet 2017.

Issu d'une volonté commune d'harmoniser les pratiques, il regroupe le Conseil Départemental de la Gironde et les communes d'Andernos-les-Bains, Arès, Lanton et La Teste de Buch. Depuis le 1er janvier 2021, la commune de Biganos a rejoint le syndicat mixte.

Le SMPBA a dans un premier temps vocation à s'occuper de la gestion des activités professionnelles sur les ports (ostréiculteurs, pêcheurs, entreprises nautiques et entreprises maritimes, ...), il s'agit de proposer et d'harmoniser les prestations, les services, les usages... dans les différents ports du Sud ou du Nord du Bassin d'Arcachon.

Fort de 16 ports, avec 1550 places environ de plaisance, un peu moins de 1000 anneaux de mouillage, le SMPBA s'inscrit dans une volonté de proposer des prestations mutualisées, communes et adaptées sur l'ensemble de son territoire pour les particuliers, le tout via son portail usager.

Organigramme :



REGLEMENTATION

La directive européenne

La directive cadre n°89/391/CEE du 12 juin 1989 définit les principes fondamentaux de la protection des travailleurs. Elle a placé l'évaluation des risques professionnels au sommet de la hiérarchie des principes généraux de prévention, dès lors que les risques n'ont pas pu être évités à la source.

La loi du 31 décembre 1991

La loi n°91-1414 du 31 décembre 1991, applicable depuis le 31 décembre 1992, a permis de transposer en droit français les dispositions de la directive cadre, et en particulier l'article L 230-2 qui pose les principes généraux de prévention.

L'article L 230-2 du code du travail

Le chef d'établissement définit les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé mentale des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Le chef d'établissement met en œuvre les mesures prévues à l'article ci-dessus sur la base des principes généraux de prévention suivants :

- Éviter les risques
- Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- Combattre les risques à la source
- Adapter le travail à l'homme, en particulier ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone, le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L 122-49
- Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- Donner des instructions appropriées aux travailleurs.

Le chef d'établissement doit, compte tenu de la nature des activités de l'établissement :

- Évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail où des installations et dans la définition des postes de travail ; à la suite de cette évaluation et en tant que de besoin, les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production mises en œuvre par l'employeur doivent garantir un meilleur niveau de protection en matière de sécurité et de santé des travailleurs intégrés dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement
- Lorsqu'il confie des tâches à un travailleur, prendre en considération les capacités de l'intéressé à mettre en œuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé
- Consulter les travailleurs ou leurs représentants sur le projet d'introduction et l'introduction de nouvelles technologies mentionnées à l'article L 432-2, en ce qui concerne leurs conséquences sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001

Portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par l'article L 230-2 du code du travail.

Art R 230-I – L'employeur transcrit et met à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs à laquelle il doit procéder à application paragraphe III (a) de l'article L 230-2.

Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque poste de travail de l'entreprise de l'établissement.

La mise à jour est effectuée au moins chaque année ainsi que lors de toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail, ou lorsqu'une information supplémentaire concernant l'évaluation dans un poste de travail est recueillie.

Art R 263-1-1 – Le fait de ne pas transcrire ou de ne pas mettre à jour les résultats de l'évaluation des risques, dans les conditions prévues à l'article R 230-1, est puni d'une peine d'amende prévue pour les contraventions de 5ème classe.

Code Général de la Fonction Publique

En référence au Code Général de la Fonction Publique relatif aux droits et obligations des fonctionnaires.

Le décret 85-603 du 10 juin 1985

En référence le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

LE DOCUMENT UNIQUE

C'est le résultat de l'évaluation des risques professionnels comportant un inventaire des risques dans chaque poste de travail.

Qui est concerné ?

Tout employeur quel que soit la taille et l'effectif de son entreprise. C'est l'employeur qui est responsable de la transcription et de la mise à jour des résultats de l'évaluation des risques. Il peut faire appel à toute compétence qu'il estime utile : Comité Technique, médecin du travail, organismes extérieurs de conseil, de formation ...

La forme du document unique

Les résultats de l'évaluation des risques doivent entrer dans un document par souci de cohérence, de commodité, de traçabilité. Il n'existe pas de modèle type de document. Le support pourra être écrit ou numérique. L'employeur a le choix du moyen qui lui paraît le mieux adapté.

Le contenu du document unique : inventaire des risques dans chaque poste de travail

- L'inventaire des risques

L'évaluation des risques se fait en 2 étapes :

- Identifier des dangers : ce qui peut causer un dommage pour la santé des travailleurs
- Analyser les risques : étude des conditions d'exposition des travailleurs à ces dangers en tenant compte de tous les aspects liés au travail.

- Le poste de travail

La notion de poste de travail doit être comprise au sens large, afin de couvrir les situations très diverses d'organisation du travail. L'évaluation doit concerner toutes les situations de travail. Elle pourra se faire par service, par atelier, par poste de travail selon les cas ...

Mise à jour du document

Le document doit faire l'objet d'une mise à jour au moins annuelle. Il doit être actualisé en cas de décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité où les conditions de travail.

Accessibilité du document unique

Il est tenu à disposition des instances représentatives du Centre de Gestion de la Gironde (Comité Technique), du médecin du travail, des salariés exposés à un risque. Il est tenu, sur leur demande, à disposition de la médecine préventive du CDG33.

RECOMMANDATIONS

L'évaluation des risques n'est qu'une étape dans la démarche globale de prévention. Elle ne doit pas être qu'une simple obligation légale. L'employeur doit s'engager dans la réalisation de cette évaluation (organisation-méthode-moyens-objectifs).

La démarche de prévention doit être collective. Elle doit associer les salariés qui sont souvent ceux qui connaissent le mieux les situations dangereuses. L'analyse doit porter sur le travail réel du salarié par observation du poste de travail et participation de celui-ci.

Il y a utilité à distinguer :

- Le travail théorique tel qu'il peut être décrit dans des livres avec des fiches de poste standard qui ne sont que des représentations théoriques des tâches du métier concerné.
- Le travail prescrit : c'est celui que le responsable demande aux salariés de réaliser.
- Le travail réel est celui réalisé par le salarié pour répondre au travail prescrit et qui est fonction des aléas et dysfonctionnements imprévus, de l'expérience et de la compétence du salarié ...
- Le vécu du travail qui peut être différent d'un salarié à l'autre en fonction d'un même travail réel.

L'employeur doit utiliser des méthodes d'évaluation adaptée à son entreprise (activité-taille-nature des risques).

La maîtrise de l'évaluation appartient à l'employeur. S'il peut se faire conseiller par des aides extérieures à l'entreprise, l'association des acteurs internes de l'entreprise doit être privilégiée permettant la mise en œuvre de compétences diverses et de dialogue social.

Les actions de prévention résultant de cette évaluation doivent être décidées et formalisées.

L'évaluation des risques appartient à une démarche dynamique. Elle doit être régulièrement mise à jour.

METHODOLOGIE

L'objectif est d'inscrire l'évaluation des risques dans la démarche de prévention des risques professionnels. La démarche de prévention doit être construite dans le cadre d'un processus dynamique tenant compte de l'évolution dans l'entreprise des facteurs humains, techniques et organisationnels.

La démarche d'évaluation des risques-prévention est une démarche structurée qui peut suivre les étapes suivantes :

- 1- Préparation de la démarche
- 2- Evaluation des risques : identification - classement
- 3- Elaboration du programme d'action
- 4- Mise en œuvre des actions de prévention
- 5- Révision du document unique

La préparation de la démarche

Il est nécessaire que l'employeur prenne connaissance des principes généraux de prévention auxquels il doit se conformer : voir chapitre réglementation L 230-2.

- Constitutions de groupes de travail pluridisciplinaires :

La démarche de prévention se base sur des connaissances complémentaires d'ordre technique, médicale, organisationnel au stade de l'évaluation des risques et à celui de l'élaboration de stratégies de prévention. L'employeur doit mettre en place ces groupes en s'appuyant sur tous les acteurs internes de l'entreprise.

- Les unités de travail doivent être définies : poste de travail - groupe de poste – métiers - lieux de travail ...
- La méthode d'évaluation, les modalités de communication des résultats doivent être précisées.
- Les différents documents concernant la sécurité doivent être rassemblés :
 1. Données statistiques internes ou par branche professionnelle sur les accidents de travail ou maladies professionnelles
 2. Registres de sécurité contenant les rapports des différents organismes de contrôle.
 3. Rapport annuel du Comité Technique
 4. Fiche d'entreprise du médecin du travail
 5. Programme annuel de prévention des risques

L'évaluation des risques

Elle doit se faire de manière globale et exhaustive en s'appuyant sur la prise en compte des situations de travail réel du salarié.

- Identifier les dangers

Il s'agit de repérer, dans chaque poste de travail, tous les dangers auxquels peuvent être exposés les salariés.

1. Observer le poste de travail et son environnement à la recherche de danger
2. Déterminer et analyser toutes les tâches réalisées
3. Demander l'avis des opérateurs sur des situations dangereuses potentielles ou réelles à leur poste
4. Rechercher d'éventuels dommages corporels ou matériels antérieurs au poste

- Evaluer les risques

Il faut définir le risque au poste de travail pour chaque situation dangereuse et l'évaluer en fonction :

- De la nature du danger
- De la gravité de ses conséquences éventuelles, par exemple :
 - G1 : Dommages mineurs (lésions superficielles) ou inconfort
 - G2 : Dommages avec conséquences réversibles (entorses, coupures, lumbagos...)
 - G3 : Dommage avec séquelles (conséquences irréversibles : surdité, sectionnement, écrasement, traumatismes...)
 - G4 : Mort ou invalidité permanente absolue (électrocution, chute de hauteur, cancer...)
- Des antécédents d'accident du travail ou de maladie professionnelle à ce poste
- Des circonstances d'exposition
- De la probabilité d'apparition, fonction de la fréquence, de la durée d'exposition, du nombre de salariés exposés :
 - F1 : fréquence d'exposition faible (un à deux jours par an)
 - F2 : fréquence d'exposition moyenne (un à deux jours par mois)
 - F3 : fréquence d'exposition forte (un à deux jours par semaine)
 - F4 : fréquence d'exposition très forte (tous les jours)

- Classer les risques

Déterminer les priorités du plan d'action en fonction de la gravité potentielle et de la probabilité d'apparition. Les risques peuvent être classés de 1 à 16.

Définir un niveau d'action de prévention prioritaire : par exemple pour un risque probable ou très probable et aux conséquences graves ou très graves.

Elaboration du programme d'actions et mise en œuvre des actions de prévention

La mise au point du programme d'actions consiste à rechercher des solutions respectant les principes généraux de prévention :

- Combattre les risques à la source
- Adapter le travail à l'homme
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui est non dangereux ou moins dangereux
- Utiliser les protections collectives et les protections individuelles
- Donner les instructions appropriées (information – formation) aux salariés

Le programme de prévention des risques professionnels devra tenir compte des éléments d'ordre technique, organisationnel et humain.

Il devra planifier l'ensemble des actions de prévention, établir des priorités d'action et décrire les mesures envisagées permettant de supprimer ou de réduire le risque.

Les fiches suivantes sont des aides pour identifier les dangers et évaluer les risques propres de chaque poste de travail du SMPBA.

A partir de l'analyse des postes de travail, de l'écoute des salariés, en fonction des risques propres au SMPBA, ces fiches doivent être complétées par d'autres questions.

Classer les risques retenus et compléter le programme d'actions de prévention de ces risques.

La gestion de ce document va permettre d'élaborer chaque année le programme de prévention et pouvoir donner des indicateurs d'amélioration des conditions de santé des travailleurs, de maîtrise des contraintes de sécurité et des améliorations des conditions de travail.

PRESENTATION DE LA METHODE DE PRIORISATION DES RISQUES

Objectifs :

Cette étape consiste à hiérarchiser les risques pour permettre de dégager un ordre de priorité afin de programmer des actions visant à supprimer ou à diminuer ces risques. Elle sera réalisée, comme à chaque étape, par les référents (assistant de prévention), en collaboration avec les agents concernés.

Choix des critères de priorisation :

Cette hiérarchie ou classement des risques (R), est réalisée en fonction de deux critères :

- La fréquence d'exposition au risque (F)
- La gravité d'un accident potentiel (G)

Détermination de la fréquence (F)

Il existe 4 niveaux de fréquence d'exposition au risque :

- F1 : fréquence d'exposition faible (un à deux jours par an)
- F2 : fréquence d'exposition moyenne (un à deux jours par mois)
- F3 : fréquence d'exposition forte (un à deux jours par semaine)
- F4 : fréquence d'exposition très forte (tous les jours)

Détermination de la gravité (G)

La gravité se définit comme la conséquence probable, en cas de réalisation de l'accident, il existe 4 niveaux de gravité :

- G1 : Dommages mineurs (lésions superficielles) ou inconfort
- G2 : Dommages avec conséquences réversibles (entorses, coupures, lumbago...)
- G3 : Dommages avec séquelles (conséquences irréversibles : surdité, sectionnement, écrasement, traumatisme...)
- G4 : Mort ou invalidité permanente absolue ( lectrocution, chute de hauteur, cancer...)

Détermination de l'indice de risque :

Il reste ensuite à déterminer le niveau de risque brut en fonction du niveau de fréquence F et du niveau de gravité G.

Les tableaux ci-dessous permettent de croiser la fréquence et la gravité afin de déterminer l'indice de risque.

		FREQUENCE			
		1	2	3	4
GRAVITE	1	1	2	3	4
	2	2	4	6	8
	3	3	6	9	12
	4	4	8	12	16

INDICE DE RISQUE	
1 à 3	Risque mineur
4 à 7	Risque secondaire
8 à 11	Risque important
12 à 16	Risque très important

Détermination de la maîtrise du risque :

Afin de déterminer si les mesures de prévention sont efficaces ou pas, il est nécessaire d'estimer le niveau de maîtrise du risque. La maîtrise du risque est définie par 2 niveaux :

- **I : Insuffisante**
- **S : Suffisante**

LISTE DES UNITES DE TRAVAIL

Groupe 1

Ressources Humaines – Administration Générale- Finances – Marchés
– Développement Prospective – Direction

Groupe 2

Encadrement technique – Suivi travaux - Dessinateur

Groupe 3

Régie polyvalente terrestre

Groupe 4

Gestion portuaire – Police portuaire

Groupe 5

Régie polyvalente maritime

EVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Tableau par unité de travail

Détail des situations et des mesures à mettre en place

SOMMAIRE							
Unité de travail	Groupe 1 Ressources Humaines – Administration Générale – Finances – Marchés – Développement Prospective - Direction						
Date observation	07/02/2022						
Intervenants:	Marie Christine Surault - Thierry David - Jocelyne Sarraute - Bruno Savy - Denise Lacaze - Stéphane Ducros - Cyril Clément						
Personnes rencontrées	Jocelyne Sarraute						
Effectif de l'unité de travail	7 personnes						
Horaires de travail	8h25 – 12h00 / 12h45 – 16h42 ou 8h55 - 12h00 - 12h45 - 17h12 du lundi au vendredi						
Lieux de travail	Domaine de Certes - Capitainerie de Larros						
Activité ou tâche concernée	Risques	Moyens de préventions existants	F	G	I	Maitrise	mesures de protections à mettre en place
Renseignement téléphonique	Agression verbale		F3	G2	R6	S	formation gestion d'un public difficile
	Lié aux troubles musculo-squelettiques (TMS)		F4	G1	R4	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
Travail informatique	Lié au travail sur écran	Matériel et éclairage adaptés,	F4	G1	R4	S	Etude ergonomique de l'ensemble des postes de travail sur écran
	Lié aux troubles musculo-squelettiques (TMS)	Bureau adapté, matériel adapté	F4	G1	R4	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
Archives et classement	Lié à la manutention manuelle		F3	G2	R6	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Chute de hauteur		F3	G2	R6	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
Reprographie	Lié à la manutention manuelle		F2	G2	R4	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Coupure	Massicot avec protection	F1	G4	R4	S	
	Chimique		F1	G4	R4	S	Pièces adaptée avec VMC, ou sortir imprimante des bureaux
Déplacement routier	Risque routier	Code de la route et conduite responsable	F4	G3	R12	S	
Gestion régie ou tickets restaurants	Agression	Présence d'un coffre fort dans bureau fermé	F2	G4	R8	S	

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

Epidemie pandémie COVID 19	Risque sanitaire	Consigne sécurité transmises à l'ensemble du personnel, affichage dans les locaux, gestes barrières et préconisations hygiène et désinfection, mise à disposition gel, masques, gants, EPI adaptés, kit de nettoyage poste de travail Mise en place du télétravail	F2	G4	R8	S	
risques psychosociaux toutes taches	Intensité et complexité du travail	Réalisation de formations professionnalisante Mise en place du télétravail				S	Réunion d'équipe hebdomadaire ou mensuelle, management de proximité
	Exigences émotionnelles	Formations CNPT programée tout au long de l'année				S	Formation proposée gestion de l'agressivité du public, confiance en soi, gestion du stress
	Autonomie au travail	Choix d'organisation et de réalisation de son travail, possibilité de choisir ses moments pour faire des pauses (café, échanges entre collègue)				S	
	Rapports sociaux					S	Inciter à la cohésion et à la communication orale, organiser des moments de détente pendant le temps de travail, 1 journée par an
	Conflits de valeur	Reconnaissance du travail par son supérieur hiérarchique				S	
	Insécurité de la situation de travail	Informar les agents de l'avenir de leur poste de travail dès changement d'organisation				S	

Tableau par unité de travail

Détail des situations et des mesures à mettre en place

SOMMAIRE							
Unité de travail	Groupe 2 Encadrement technique - Suivi travaux - Dessinateur						
date observation	07/02/2022						
Intervenants:	Jocelyne Sarraute, Cyril Clément, Gilles Dornic, Cédric Pecqueux, Alain Daulat, Olivier Lartigue, Yohan Cuquel, Vincent Cursan						
Personnes rencontrées	Jocelyne Sarraute, Cédric Pecqueux						
Effectif de l'unité de travail	8 personnes						
Horaires de travail	8h25 – 12h00 / 12h45 – 16h42 ou 8h55 - 12h00 - 12h45 - 17h12 du lundi au vendredi						
Lieux de travail	Domaine de Certes - Ensemble des ports du SMPBA						
Activité ou tâche concernée	Risques	Moyens de préventions existants	F	G	I	Maitrise	mesures de protections à mettre en place
Renseignement physique au public et interne au syndicat mixte	Agression verbale ou physique	Les agents sont tous équipés d'un téléphone portable Eviter d'être seul en capitainerie Formations existantes pour certains agents (gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil)	F2	G3	R6	S	formation gestion d'un public difficile à généraliser
	Lié à la présence du public	Présence trousse de secours dans chaque capitainerie, formation SST	F2	G3	R6	S	Recyclage et formation SST, vérifier matériel dans trousse de secours
Renseignement téléphonique	Agression verbale		F3	G2	R6	S	formation gestion d'un public difficile à généraliser
	Lié aux troubles musculo-squelettiques (TMS)		F4	G1	R4	S	Fiche gestes et postures à mettre en place
Travail informatique	Lié au travail sur écran	Matériel et éclairage adaptés,	F4	G1	R4	S	Etude ergonomique de l'ensemble des postes de travail sur écran
	Lié aux troubles musculo-squelettiques (TMS)	Bureau adapté, matériel adapté	F4	G1	R4	S	Fiche gestes et postures à mettre en place
Reprographie	Lié à la manutention manuelle		F2	G2	R4	S	Fiche gestes et postures à mettre en place
	Coupure	Massicot avec protection	F1	G4	R4	S	
	Chimique		F1	G4	R4	S	Pièces adaptée avec VMC
Déplacement routier	Risque routier	code de la route et conduite responsable	F4	G3	R12	S	

Déplacement sur divers chantiers	Risque écrasement, chute de plein pied, coupure, chute de hauteur	EPI adaptés	F3	G3	R9	S	
Relevé sur site (métrage)	Risque chute hauteur, plein pied	EPI adaptés	F3	G3	R9	S	
Epidemie pandémie COVID 19	Risque sanitaire	Consigne sécurité transmises à l'ensemble du personnel, affichage dans les locaux, gestes barrières et préconisations hygiène et désinfection, mise en place à disposition gel, masques, gants, EPI adaptés, kit de nettoyage poste de travail	F2	G4	R8	S	
risques psychosociaux toutes tâches	Intensité et complexité du travail	Réalisation de formations professionnalisantes				S	Réunion d'équipe hebdomadaire ou mensuelle, management de proximité
	Exigences émotionnelles	Formations CNPT programées tout au long de l'année				S	Formation proposée gestion de l'agressivité du public, confiance en soi, gestion du stress
	Autonomie au travail	Choix d'organisation et de réalisation de son travail, possibilité de choisir ses moments pour faire des pauses (café, échanges entre collègue)				S	
	Rapports sociaux					S	Inciter à la cohésion et à la communication orale, organiser des moments de détente pendant le temps de travail, 1 journée par an
	Conflits de valeur	Reconnaissance du travail par son supérieur hiérarchique				S	
	Insécurité de la situation de travail	Informers les agents de l'avenir de leur poste de travail dès changement d'organisation				S	

Tableau par unité de travail

Détail des situations et des mesures à mettre en place

SOMMAIRE							
Unité de travail	Groupe 3 Régie polyvalente terrestre						
date observation	19/05/2022						
Intervenants:	Vincent Cursan, Cédric Pecqueux, Tony Vedrenne, Maxime Arnould, Julien Saqueboeuf, Silvère Daudré, Sébastien Delbousquet, Jean Marc Mathieu, Nicolas Petit, Arnaud Monestier, David Roméro						
Personnes rencontrées	Maxime Arnould, Silvère Daudré, Sébastien Delbousquet, Arnaud Monestier						
Effectif de l'unité de travail	11 personnes						
Horaires de travail	8h25 – 12h00 / 12h45 – 16h42 ou 8h55 - 12h00 - 12h45 - 17h12 du lundi au vendredi						
Lieux de travail	Ensemble des ports du SMPBA						
Activité ou tâche concernée	Risques	Moyens de préventions existants	F	G	I	Maitrise	mesures de protections à mettre en place
Travaux électriques	Risque électrique	Disposer des habilitations nécessaires	F2	G4	R8	S	Recyclage à réaliser procédure consignation électrique Achat matériel électrique normé
	Coupure ou sectionnement	gants fournis (matériels à renouveler en cas d'usure, à contrôler régulièrement), + trousse de secours dans véhicule	F2	G3	R6	S	
	Postures de travail		F2	G3	R6	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Chute de hauteur		F2	G4	R8	I	Formation sensibilisation travail en hauteur Achat escabeau normé
Travaux TCE sur batiments	Manipulation de charges lourdes		F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Utilisation d'outils/machines, risques coupures, projections, brûlures	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Risques du travailleur isolé	Agent équipé d'un téléphone	F3	G3	R9	I	Achat dispositif sécurité du travailleur isolé

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

	Produits chimiques et poussières	port des EPI	F3	G3	R9	S	Sensibilisation aux risques chimiques
	Bruit	Casque anti bruit	F3	G3	R9	I	Achat casque anti bruit avec amplification petit bruit
	Chute de hauteur		F3	G3	R9	I	Formation sensibilisation travail en hauteur Achat escabeau normé
Entretien et nettoyage du matériel	Risque chimique	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G2	R6	S	Sensibilisation risque chimique
	Risque électrique	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules Maintenance des machines	F3	G3	R9	S	
Travaux de voirie	Utilisation de produits divers , bitume, diluants,	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Mécontentement des riverains et usagers	Formation existante pour certains agents (gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil)	F2	G3	R6	S	formation gestion d'un public difficile à généraliser
	Manipulation de charges lourdes		F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Utilisation d'outils/machines, risques coupures, projections, brulures	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Mise en place de la signalisation verticale de chantier	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	
	Travaux sur voie publique	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Respect du code de la route + formation signalisation temporaire de chantier
Déplacement routier	Risque routier	code de la route et conduite responsable	F4	G3	R12	S	
Risques du travailleur isolé	Agent équipé d'un téléphone		F3	G3	R9	I	Achat dispositif sécurité du travailleur isolé

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

Travaux en extérieur	Ambiance thermique, bruit, relief, coup de chaud, animaux, insectes. Vent et pluie.	EPI, matériel adapté, adaptation des horaires si besoin	F2	G3	R6	S	
Travaux sur pontons	Utilisation d'outils/machines, risques coupures, projections, brûlures	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Risques du travailleur isolé	Agent équipé d'un téléphone	F3	G3	R9	I	Achat dispositif sécurité du travailleur isolé
	Risque de chute dans l'eau	EPI adaptés (gilet de sauvetage)	F3	G3	R9	S	
Conduite d'engins de chantier	Risques d'éboulement/Retournement danger de collision avec d'autres engins de chantier électrification avec ligne électrique rupture de canalisations souterraines vibrations/bruit/chute lors de la descente de l'engin.	Formation CACES, poste de conduite ergonomique, Extincteurs, Signal sonore, DICT	F4	G3	R12		Formation DICT (opérateur) pour conducteurs, Formation risque routier
	Attelage de la remorque, Déplacement avec remorque	Port des EPI, formation routière	F3	G3	R9	S	
Manipulation de carburant	Risque incendie explosion	EPI, matériel adapté	F3	G3	R9	I	Mise en place d'extincteurs dans les véhicules
Mécontentement des riverains	Agression verbale ou physique		F2	G3	R6	S	formation gestion d'un public difficile
Travaux sur espaces	Coupe ou sectionnement	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

verts							
	Postures de travail		F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
Travaux sur espaces verts	Chute de hauteur		F2	G4	R8	I	Formation sensibilisation travail en hauteur Achat escabeau normé
	Choc et écrasement	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Bruit	Casque anti bruit	F3	G3	R9	I	Achat casque anti bruit avec amplification petit bruit
	Vibrations transmissions des chocs	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules Maintenance des machines Formation tronçonnage	F3	G3	R9		Maintenance annuelle des machines
	Postures de travail	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Projection	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Agents infectieux	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	
	Chute de plain pied	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G2	R6	S	
Epidémie pandémie COVID 19	Risque sanitaire	Consigne sécurité transmises à l'ensemble du personnel, affichage dans les locaux, gestes barrières et préconisations hygiène et désinfection, mise en place à disposition gel, masques, gants, EPI adaptés, kit de nettoyage poste de travail	F2	G4	R8	S	

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

Risques psychosociaux toutes taches	Intensité et complexité du travail	Réalisation de formations professionnalisantes				S	Réunion d'équipe hebdomadaire ou mensuelle, management de proximité
	Exigences émotionnelles	Formations CNFPT programée tout au long de l'année				S	Formation proposée gestion de l'agressivité du public, confiance en soi, gestion du stress
	Autonomie au travail	Choix d'organisation et de réalisation de son travail, possibilité de choisir ses pauses (café, échanges entre collègue)				S	
	Rapports sociaux					S	Inciter à la cohésion et à la communication orale, organiser des moments de détente pendant le temps de travail, 1 journée par an
	Conflits de valeur	Reconnaissance du travail par son supérieur hiérarchique				S	
	Insécurité de la situation de travail	Informar les agents de l'avenir de leur poste de travail dès changement d'organisation				S	

Tableau par unité de travail

Détail des situations et des mesures à mettre en place

SOMMAIRE							
Unité de travail	Groupe 4 Gestion portuaire- Police portuaire						
date observation	19/05/2022						
Intervenants:	Cédric Pecqueux, Maxime Arnould, Julien Saqueboeuf, Silvère Daudré, Sébastien Delbousquet, Joseph Ibarrola, Jean Marc Mathieu, Nicolas Petit, Pascal Sirerol, Martine Pothuau, Gilles Dornic, Clément Honoré						
Personnes rencontrées	Cédric Pecqueux, Maxime Arnould, Silvère Daudré, Sébastien Delbousquet						
Effectif de l'unité de travail	12 personnes						
Horaires de travail	8h25 – 12h00 / 12h45 – 16h42 ou 8h55 - 12h00 - 12h45 - 17h12 du lundi au vendredi						
Lieux de travail	Ensemble des ports du SMPBA						
Activité ou tâche concernée	Risques	Moyens de préventions existants	F	G	I	Maitrise	mesures de protections à mettre en place
Renseignement physique	Agression verbale ou physique	Les agents sont tous équipés d'un téléphone portable Eviter d'être seul en capitainerie Formations existantes pour certains agents (gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil)	F2	G3	R6	S	Formation gestion d'un public difficile à généraliser
	Lié à la présence du public	Présence trousse de secours dans chaque capitainerie, formation SST	F2	G3	R6	S	Recyclage et formation SST, vérifier matériel dans trousse de secours
Renseignement téléphonique	Agression verbale	Formations existantes pour certains agents (gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil)	F3	G2	R6	S	formation gestion d'un public difficile à généraliser
	Lié aux troubles musculo-squelettiques (TMS)		F4	G1	R4	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
Travail informatique	Lié au travail sur écran	Matériel et éclairage adaptés,	F4	G1	R4	S	Etude ergonomique de l'ensemble des postes de travail sur écran
	Bureau adapté aux conditions de travail		F4	G1	R4	S	

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

	Lié aux troubles musculo-squelettiques (TMS)	Bureau et matériel adaptés	F4	G1	R4	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
Reprographie	Lié à la manutention manuelle		F2	G2	R4	S	
	Coupûre	Massicot avec protection	F1	G4	R4	S	
	Chimique		F1	G4	R4	S	Pièces adaptée avec VMC
Déplacement sur divers chantiers	Risque écrasement, chute de plein pied, coupure, chute de hauteur	EPI adaptés	F3	G3	R9	S	
Vérification, recensement et surveillance par voie terrestre sur les ports	Déplacement routier	code de la route et conduite responsable	F4	G3	R12	S	
	Risques du travailleur isolé	Agent équipé d'un téléphone	F3	G3	R9	I	Achat dispositif sécurité du travailleur isolé
	Risque de chute dans l'eau	EPI adaptés (gilet de sauvetage) si présence sur pontons et au bord de quais	F3	G3	R9	S	
	Risque écrasement, chute de plein pied,	EPI adaptés	F3	G3	R9	S	
Vérification, recensement et surveillance par voie maritime sur les ports	Conduite de navires	Navires homologués et contrôlés, permis de navigation à jour, respect du code de conduite maritime, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme, présence d'une trousse de secours sur chaque navire	F3	G3	R9	S	
	Amarrage / désamarrage	Respect des consignes, les navires sont équipés de gardes corps, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme	F3	G3	R9	S	
	Embarquement / débarquement	Respect des consignes, les navires sont équipés de gardes corps, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme	F3	G3	R9	S	

	Circulation à bord	Respect des consignes, les navires sont équipés de gardes corps, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme	F3	G3	R9	S	
Gestion de conflits	Agression verbale ou physique	Formation existante pour certains agents (gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil)	F4	G3	R12	S	formation gestion d'un public difficile à généraliser
Epidemie pandémie COVID 19	Risque sanitaire	Consigne sécurité transmises à l'ensemble du personnel, affichage dans les locaux, gestes barrières et préconisations hygiène et désinfection, mise en place à disposition gel, masques, gants, EPI adaptés, kit de nettoyage poste de travail	F2	G4	R8	S	
risques psychosociaux toutes taches	Intensité et complexité du travail	Réalisation de formations professionnalisantes				S	Réunion d'équipe hebdomadaire ou mensuelle, management de proximité
	Exigences émotionnelles	Formations CNFPT programées tout au long de l'année				S	Formation proposée gestion de l'agressivité du public, confiance en soi, gestion du stress
	Autonomie au travail	Choix d'organisation et de réalisation de son travail, possibilité de choisir ses moments pour faire des pauses (café, échanges entre collègues)				S	
	Rapports sociaux					S	Inciter à la cohésion et à la communication orale, organiser des moments de détente pendant le temps de travail, 1 journée par an
	Conflits de valeur	Reconnaissance du travail par son supérieur hiérarchique				S	
	Insécurité de la situation de travail	Informar les agents de l'avenir de leur poste de travail dès changement d'organisation				S	

Tableau par unité de travail

Détail des situations et des mesures à mettre en place

SOMMAIRE							
Unité de travail	Groupe 5 Régie polyvalente maritime						
date observation	19/05/2022						
Intervenants:	Arnaud Monestier, Cédric Pecqueux, Maxime Arnould, Julien Saqueboeuf, Silvère Daudré, Sébastien Delbousquet, Jean Marc Mathieu, Nicolas Petit, Tony Vedrenne, Joseph Ibarrola, Vincent Cursan						
Personnes rencontrées	Arnaud Monestier, Cédric Pecqueux						
Effectif de l'unité de travail	11 personnes						
Horaires de travail	8h25 – 12h00 / 12h45 – 16h42 ou 8h55 - 12h00 - 12h45 - 17h12 du lundi au vendredi						
Lieux de travail	Ensemble des ports du SMPBA						
Activité ou tâche concernée	Risques	Moyens de préventions existants	F	G	I	Maitrise	mesures de protections à mettre en place
Conduite de navire	Manque de manoeuvrabilité, collision et échouement	Navires homologués et contrôlés, permis de navigation à jour, respect du code de conduite maritime, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme, présence d'une trousse de secours sur chaque navire	F3	G4	R12	S	
	Perte de stabilité	Navires homologués et contrôlés, permis de navigation à jour, respect du code de conduite maritime, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme, présence d'une trousse de secours sur chaque navire, bonne répartition des charges sur le navire	F3	G4	R12	S	
Embarquement / débarquement	Utilisation des échelles de quai	Utilisation de seaux amarrés à un bout pour transport du petit matériel afin d'utiliser les deux mains pour accéder au navire, La manutention lourde se fera avec la grue du navire	F3	G3	R9	S	

	Embarquement depuis un ponton	La manutention lourde se fera avec la grue du navire	F3	G3	R9	S	
Amarrage / Désamarrage	Chute à la mer	Port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme, présence d'une trousse de secours sur chaque navire	F3	G3	R9	S	
	Rupture d'amarre	Vérification fréquente de l'état des amarres	F3	G3	R9	S	
	Coincement et écrasement	Installation de parre-battages, port de gants, manœuvres effectuées par le marin le plus expérimenté	F3	G3	R9	S	
	Chute à bord	Le pont sera nettoyé et désencombré afin de faciliter le déplacement des utilisateurs, utilisation de bottes anti dérapantes, présence d'une trousse de secours sur le navire	F3	G3	R9	S	
Circulation à bord	Chute de plein pied	Le pont sera nettoyé et désencombré afin de faciliter le déplacement des utilisateurs, utilisation de bottes anti dérapantes, présence d'une trousse de secours sur le navire	F3	G3	R9	S	
	Heurt avec des obstacles mobiles	Navires homologués et contrôlés, permis de navigation à jour, respect du code de conduite maritime, port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme, présence d'une trousse de secours sur chaque navire	F3	G3	R9	S	
	Chute par-dessus bord	Port du gilet de sauvetage, toujours être en binôme, présence d'une trousse de secours sur chaque navire	F3	G4	R12	S	
Manœuvre	Manutentions manuelles	EPI adaptés	F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

	Froid	Port de vêtements adaptés	F3	G3	R9	S	
	Elingage de charges avec grue du navire	Vérification annuelle de la grue, remplacement des élingues si nécessaire, chaque utilisateur de la grue dispose du CACES, port des EPI	F3	G4	R12	S	
Travaux maritimes	Coupure ou sectionnement	Gants fournis (matériels à renouveler en cas d'usure, à contrôler régulièrement), + trousse de secours dans navire	F3	G3	R9	S	
	Postures de travail		F4	G3	R12	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Manipulation de charges lourdes		F3	G3	R9	S	Fiches gestes et postures à mettre en place
	Utilisation d'outils/machines, risques coupures, projections, brûlures	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Bruit	Casque anti bruit	F4	G3	R12	I	Achat casque anti bruit avec amplification petit bruit
	Risque écrasement, chute de plein pied, coupure, chute de hauteur	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans navire	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Risque de chute dans l'eau	EPI adaptés (gilet de sauvetage)	F3	G3	R9	S	
Entretien et nettoyage du matériel	Risque chimique	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G2	R6	S	Sensibilisation risque chimique

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

	Risque électrique	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules Maintenance des machines	F3	G3	R9	S	
Déplacement routier	Risque routier	code la route et conduite responsable	F4	G3	R12	S	
Travaux sur pontons	Risque écrasement, chute de plein pied, coupure, chute de hauteur	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Utilisation d'outils/machines, risques coupures, projections, brûlures	Outils et EPI adaptés Trousse de secours dans véhicules	F3	G3	R9	S	Formation gestes 1er secours
	Risque de chute dans l'eau	EPI adaptés (gilet de sauvetage)	F3	G3	R9	S	
Conduite d'engins de chantier	Risques d'éboulement / Renversement danger de collision avec d'autres engins de chantier électrification avec ligne électrique rupture de canalisations souterraines vibrations/bruit/chute lors de la descente de l'engin.	Fomation CACES, poste de conduite ergonomique, Extincteurs, Signal sonore, DICT	F4	G3	R12	S	Formation DICT (opérateur) pour conducteurs
	Attelage de la remorque, Déplacement avec remorque	Port des EPI, formation routière	F3	G3	R9	S	
Epidemie pandémie COVID 19	Risque sanitaire	Consigne sécurité transmises à l'ensemble du personnel, affichage dans les locaux, gestes barrières et préconisations hygiène et désinfection, mise en place à disposition gel, masques, gants, EPI adaptés, kit de nettoyage poste de travail	F2	G4	R8	S	

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

Risques psychosociaux toutes tâches	Intensité et complexité du travail	Réalisation de formations professionnalisantes				S	Réunion d'équipe hebdomadaire ou mensuelle, management de proximité
	Exigences émotionnelles	Formations CNFPT programées tout au long de l'année				S	Formation proposée gestion de l'agressivité du public, confiance en soi, gestion du stress
	Autonomie au travail	Choix d'organisation et de réalisation de son travail, possibilité de choisir ses moments pour faire des pauses (café, échanges entre collègues)				S	
	Rapports sociaux					S	Inciter à la cohésion et à la communication orale, organiser des moments de détente pendant le temps de travail, 1 journée par an
	Conflits de valeur	Reconnaissance du travail par son supérieur hiérarchique				S	
	Insécurité de la situation de travail	Informar les agents de l'avenir de leur poste de travail dès changement d'organisation				S	

Risques bâtimentaires

Date d'observation: 19/05/2022

Risques	Moyens de préventions existants	F	G	I	mesures de protections à mettre en place
Electricité	Vérification périodique des installations et suivi des interventions	F2	G4	R8	Formation et recyclage habilitation électrique, éviter les mutliprises
Eclairage	Installation conforme et adaptée	F3	G3	R9	Revoir éclairage sur capitaineries La Teste, Betey
Chute d'objet	Rappel des consignes	F2	G2	R4	Ne pas stocker en hauteur
Chute de plein pied	Veille sur voie de circulation (désencombrer)	F2	G2	R4	Consignes laisser libre voie de circulation
Ambiance climatique	Matériel et éclairage adaptés, Fourniture de ventilateurs en période estivale	F2	G2	R4	Porte entrée capitainerie Betey non étanche Fenêtres capitainerie La Teste et Andernos en simple vitrage, inconfort agent l'hiver et l'été, amélioration isolation Mise en place chauffage dans sanitaire atelier Andernos
Incendie - explosion	Présence alarme incendie et extincteurs, contrôle périodique sur système alarme incendie et extincteurs	F2	G2	R4	Sockage essence dans armoires normées
Intervention entreprises extérieures	Plan de prévention	F2	G2	R4	
Conditions de travail		F4	G1	R4	Problème de réseau sur capitainerie Larros Pas de réseau sur capitainerie Biganos
Hygiène		F2	G2	R4	Mise en place sanitaire + eau capitainerie Biganos Refonte totale ou construction annexe atelier Andernos afin de séparer la partie atelier et la partie vie des utilisateurs Mise en place d'un atelier avec base de vie (vestiaire, sanitaire, coin repas) dans le sud pour régie terrestre
Risque biologique (Covid 19)	Mse en place télétravail de manière rotative afin d'éviter trop de flux dans les bureaux	F2	G4	R8	



PLAN DE PRÉVENTION

☐ Ponctuel☐ Annuel

Le plan de prévention doit être actualisé tous les ans

Préalable à toute intervention d'une ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Ce document est à remplir par le donneur d'ordre et par le Chef de chantier intervenant.

Un exemplaire signé est à garder par les signataires.

L'original est destiné au Service Sécurité.

Décret du 20 Février 1992.

Le donneur d'ordre	Nom : CURSAN Vincent Téléphone : 06-24-57-94-44 Site :
Entreprise intervenante	Entreprise : Nom du Chef de chantier : Téléphone : Adresse de l'entreprise :
	Telephone: Nom du Responsable de l'Entreprise : Nombre de personnes sur le site : Nombre d'intérimaires : Sous-traitant : OUI / NON si OUI les consignes du plan de prévention doivent être transmises par l'Entreprise extérieure qui sous-traite.
L'intervention	Lieu de l'intervention : Nature de l'opération : Date de début de l'intervention : Durée prévue de l'intervention :
Documents remis à l'intervenant	<input type="checkbox"/> Copie du présent plan de prévention <input type="checkbox"/> Livret d'accueil <input type="checkbox"/> Permis de feu <input type="checkbox"/> Autres :
Rappels	Toutes les informations contenues dans le livret d'accueil et plans de prévention doivent rester confidentielles. Le permis de feu est à remplir obligatoirement lors de chaque opération par point chaud et à renouveler chaque jour.



PLAN DE PRÉVENTION

Veuillez examiner les questions suivantes et y répondre en cochant la case appropriée.

Un des travaux figure-t-il dans la liste suivante ?

OUI NON

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux exposant à des substances explosives, comburantes, extrêmement ou facilement inflammables toxiques, nocives, cancérigènes, mutagènes ... |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux exposant à des pièces nues sous tension. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux exposant à un niveau sonore quotidien > 80 dBA ou à un niveau de pression acoustique > 140 dB. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux exposant à un risque d'ensevelissement ou de noyade |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux dans ou sur des cuves ou en atmosphère confinée. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux exposant à des risques de chute de plus de 1 mètre |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux sur monte-charge, machines à cylindre, presses et machines sous pression, engins de levage ... |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux comportant le recours à des treuils et appareils assimilés, même temporairement. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux de montage ou démontage d'éléments préfabriqués lourds, travaux de démolition. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travaux de soudage oxyacétylénique, de meulage. Exigeant le recours à un permis de feu. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | La durée de l'intervention est-elle supérieure à 400 heures (= 50 jours de 8H) |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'intervention peut-elle être jugée dangereuse pour l'intervenant |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'intervention peut-elle être jugée dangereuse pour le personnel. |

Si vous répondez OUI à l'une de ces questions, le présent Plan de prévention est à compléter obligatoirement.

Si vous répondez NON à toutes ces questions, remplir seulement le permis de travail ci-joint.

Avez-vous reconnu en commun les lieux avant votre intervention : ☐ OUI ☐ NON

Mesures à prendre sur le terrain (chaque ligne est à renseigner en cochant la case).

1 – Accès et circulation

OUI NON

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Prendre un badge à l'accueil à chaque entrée dans l'établissement |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | S'enregistrer sur le registre des entrées et des sorties |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Respecter la limitation de vitesse |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Respecter les emplacements de parking extérieur |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Déchargement autorisé : |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Autorisation d'entrer un véhicule à l'intérieur d'un bâtiment. |



PLAN DE PRÉVENTION

2 – Locaux mis à disposition (à préciser sur le plan du site)

OUI	NON	
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un réfectoire
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un restaurant.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les sanitaires
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les vestiaires ou bungalow
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Autres :

3 – Matériel

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Fourni par l'Entreprise intervenante |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Conforme aux normes de sécurité, vérifié régulièrement par des organismes agréés. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Liste du matériel fourni par : |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le prêt ou l'emprunt de matériel est sous votre entière responsabilité, il faut savoir que dans ces cas là, l'engendrement d'un report de responsabilité n'existe pas, sauf si un accord entre le prêteur et l'emprunteur est écrit et signé par les deux parties. |

4 – Sécurité du personnel

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Vous coordonner avec la fabrication avant votre intervention |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | S'assurer qu'il n'y a pas de produits à risques à proximité. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Interdiction de fumer dans les ateliers ou zones signalées. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter des vêtements de travail réglementaire. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter des chaussures de sécurité. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Ne pas toucher aux matériels, fûts, bidons, cartons, emballages sauf autorisation. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Ne pas toucher aux produits. En cas de renversement ou autre, prévenir un responsable. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Présence de solvants dans les ateliers, laboratoires etc... |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | En cas d'incendie prévenir immédiatement |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter le casque de sécurité si des travaux sont exécutés au dessus de vous. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Signaler clairement l'interdiction d'accès aux zones balisées. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Utilisation des chariots élévateurs auto-portés. Si oui, voir paragraphe 6. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter des lunettes de sécurité, dans les ateliers, contre projections de produit. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Utiliser les protections collectives telles que les aspirations. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Port de masques contre les poussières ou les vapeurs de solvant |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter les lunettes de sécurité lors de toutes opérations de meulage |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Lors des opérations de soudage porter le masque ou les lunettes. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter les gants de sécurité. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Dérouler entièrement les rallonges électriques pour éviter la surchauffe du câble. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Baliser les zones avec les moyens appropriés et aux couleurs conventionnelles. |



PLAN DE PRÉVENTION

OUI NON

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Des travaux par points chauds sont prévus (voir paragraphe 9). |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Tout travail par point chaud doit faire objet d'un permis de feu quotidien. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Les moyens de protection individuelle sont fournis par : |

5 – Travaux en hauteur

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le matériel conforme à la réglementation (échelles de sécurité, échafaudages, protections...) fourni par l'intervenant. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | En toiture, ne jamais être seul, informez quelqu'un avant et à votre retour. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Utilisation de l'échelle.(travail interdit sur échelle) |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Utiliser des nacelles ou des échafaudages. (attestation de vérification obligatoire) |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter un harnais de sécurité. (attestation annuelle de vérification par un organisme de contrôle obligatoire) |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Porter un casque en hauteur et dans la zone balisée. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Consigner avant toutes interventions sur le réseau électrique (habilitation électrique chargé de consignation). |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Bâcher les matériels en dessous. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Baliser au sol la zone de travaux. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Ne rien jeter en bas (risque de rebond). |

6 – Conduite de chariots élévateurs autoportés.

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Autorisation par son Chef d'Etablissement |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Le personnel est en possession du permis de cariste et de l'aptitude médicale.
Nom des personnes autorisées : + copie en annexe des documents |

7 – Intervention sur les machines

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Mettre un panneau du style « ne pas mettre en marche ». |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | S'assurer que le courant est coupé. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Mettre un cadenas de sécurité sur le sectionneur (1 par corps d'état). |

8 – Environnement

- | | | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'Intervenant est responsable de ses déchets solides. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | L'intervenant est responsable de ses déchets liquides. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Interdiction de déverser dans les égouts. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Interdiction de déposer dans les bennes de.... |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Dépôt autorisé pour les ferrailles. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Dépôt autorisé pour le bois. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Dépôt autorisé pour les cartons propres pliés. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Autre. |



PLAN DE PRÉVENTION

9 – Premiers secours et Prévention incendie N° de poste à: Soins; Incendie :

Le permis feu est fait pour toutes les opérations de soudure (meulage) ou utilisation du chalumeau.

- | OUI | NON | |
|--------------------------|--------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Les premiers soins peuvent vous être délivrés sur le site. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | En permanence une équipe de secouriste peut intervenir. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Il existe une équipe de pompiers de 2 ^{ème} intervention, avec un équipement approprié. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Consignes relevant du livret d'accueil. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Consignes des congés Usine. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Interdiction de fumer dans les ateliers ou zones signalées. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | En cas d'incendie prévenir immédiatement |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Dérouler entièrement les rallonges électriques pour éviter la surchauffe du câble. |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Travail par point chaud prévu, mise en place d'un permis de feu quotidien. |

10 – Surveillance médicale particulière

- ☐ ☐ Si OUI voir annexe

11 – Zones de stockage

- ☐ ☐ Le matériel de l'Intervenant est stocké sur le site.
Si OUI, préciser l'emplacement :

12 – Horaires

- ☐ ☐ Voir livret d'accueil
☐ ☐ Horaires

13 – Consignes ou informations supplémentaires

Le non respect des consignes énumérées peut entraîner la rupture immédiate du contrat.

Le Chef de l'entreprise utilisatrice est tenu d'alerter le Chef de l'entreprise extérieure lorsqu'il est informé d'un danger grave concernant un des salariés de cette entreprise, même s'il estime que la cause du danger est exclusivement le fait de cette entreprise, afin que des mesures de prévention nécessaires puissent être prises par le ou les employeurs concernés.

L'intervention de sous traitant de l'entreprise extérieure est à notifier en Annexe 1.

Une modification du présent Plan de Prévention sera notifiée sur l'Annexe 2.

NOM

DATE

SIGNATURE

Le donneur d'ordre :

Le Chef de chantier intervenant :
(Précédé de la mention "lu et approuvé")
(Chaque page doit être paraphée)



Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

PLAN DE PRÉVENTION

Observations :



PLAN DE PRÉVENTION

ANNEXE 1

Préalable à toute intervention d'un SOUS TRAITANT d'une Entreprise Extérieure

Ce document est à remplir par le donneur d'ordre et par le Chef de chantier intervenant.

Un exemplaire signé est à garder par chacun.

Un exemplaire est destiné au Service Sécurité.

Entreprise extérieure en tant que donneur d'ordre	Nom : Téléphone : Adresse :
L'intervenant Sous - Traitant	Entreprise : Nom du Chef de chantier : Adresse de l'Entreprise : Téléphone : Nom du Responsable de l'Entreprise :
	Nombre de personnes sur le site :
	Nombre d'intérimaires :
L'intervention du sous - Traitant	Lieu de l'intervention : Nature de l'opération : Date de début de l'intervention : Durée prévue de l'intervention :
Documents remis	<input type="checkbox"/> Le présent plan de prévention
	<input type="checkbox"/> Règlement pour
	<input type="checkbox"/> Un permis de travail
	<input type="checkbox"/> Un plan du site
	<input type="checkbox"/> Un plan de consignes de sécurité
	<input type="checkbox"/> Feuilles intitulés : Chutes de hauteur
	<input type="checkbox"/> Explicatif : étiquetage des produits dangereux
	<input type="checkbox"/> Autres :
Rappels	Le permis de travail est à remplir et à signer au début de chaque intervention et renouvelable en début de mois. Le permis de feu est à remplir obligatoirement lors de chaque opération par point chaud et à renouveler chaque jour.



Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le

ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE



PLAN DE PRÉVENTION

ANNEXE 2

Préalable à toute MODIFICATION d'un Plan de Prévention

Ce document est à remplir par le donneur d'ordre et par le Chef de chantier intervenant.

Un exemplaire signé est à garder par chacun.

Un exemplaire est destiné au Service Sécurité.

Modification du plan de prévention établi le :

Numéro de la modification :

Le donneur d'ordre	Nom : Téléphone : Site :
Entreprise intervenante	Entreprise : Nom du Chef de chantier : Adresse de l'Entreprise :
	Téléphone : Nom du Responsable de l'Entreprise :
	Ne Nombre de personnes sur le site : Nombre d'Intérimaires : Sous-traitant : OUI / NON
L'intervention	Lieu de l'intervention : Nature de l'opération : Date de début de l'intervention : Durée prévue de l'intervention :
Divers	

NOM

DATE

SIGNATURE

Le donneur d'ordre :

Le Chef de chantier intervenant :
(Précédé de la mention "lu et approuvé")

Le Service Sécurité :

Plan d'actions

Date d'observation: 19/05/2022

Unité de travail	Risques	Priorité	Actions à mener	Responsable des actions	Délais
Groupe 1 Groupe 2 Groupe 4	Agression verbale et physique	P3	Formation gestion d'un public sensible	Pôle RH-AG	2022-2023
Groupe 1 Groupe 2 Groupe 3 Groupe 4 Groupe 5	Lié à la présence du public, blessures	P1	Formation SST et recyclage	Pôle RH-AG	2022-2023
Groupe 1 Groupe 2 Groupe 4	Troubles musculo-squelettiques (TMS)	P3	Fiches gestes et postures à mettre en place	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 1 Groupe 2 Groupe 4	Lié au travail sur écran	P3	Etude ergonomique de l'ensemble des postes de travail	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 3	Risque électrique	P1	Habilitation électrique et recyclage Achat matériel consignation	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 3	Chute de hauteur	P1	Formation sensibilisation travail en hauteur, achat escabeau normalisé	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 3 Groupe 4 Groupe 5	Risque du travailleur isolé	P1	Achat dispositif sécurité du travailleur isolé	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 3 Groupe 5	Bruit	P1	Achat casque anti bruit avec amplification petits bruits	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 3 Groupe 5	Risque chimique	P3	Fiches risque chimique	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023
Groupe 3	Travaux sur voie publique	P2	Formation signalisation temporaire de chantier	Pôle RH-AG	2022-2023

Groupe 3 Groupe 5	Conduite d'engins de chantier	P2	Formation DT-DICT (opérateur)	Pôle RH-AG	2022-2023
Groupe 3 Groupe 4 Groupe 5	Risque incendie, explosion	P1	Mise en place extincteurs dans véhicules	Pôle RH-AG Assistant de prévention	2022-2023



Protocole chargement déchargement
Arrêté du 26 avril 1996

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le

ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

Indice A

Berger
Levrault

Émetteur :

V.Cursan

Le présent protocole est valable pour l'entreprise de transport désignée ci-dessous, pour l'opération de chargement et/ou de déchargement décrite dans ce formulaire pour l'année 2022

	SERVICE D'ACCUEIL	ENTREPRISE DE TRANSPORT CLIENTE ENTREPRISE DE TRANSPORT SOUS-TRAITANTE
Raison sociale	SMPBA	
Adresse	47 Avenue de Certes 33980 Audenge	
Personne à contacter	M. Thierry David	
N° tél/fax	06-24-57-52-10	
Date du chargement/déchargement _____ horaire : _____		
PERSONNE À CONTACTER EN CAS D'ACCIDENT OU D'INCIDENT		
Personne à contacter : <u>M. Clément 06-24-57-28-34</u> Secours : Pompiers 18 - Samu 15 - ou 112		
CONDITIONNEMENT DE LA MARCHANDISE		
Chargement <input type="checkbox"/> Déchargement <input type="checkbox"/> Réalisé par : La collectivité <input type="checkbox"/> Le transporteur <input type="checkbox"/>	Type de conditionnement (conteneur, palette, colis, etc.) :	
LIEU DE L'OPÉRATION ET ZONE DE CHARGEMENT/DÉCHARGEMENT		
MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT DE CHARGEMENT/DÉCHARGEMENT		
Équipement de la collectivité Tracteur <input type="checkbox"/> Transpalette <input type="checkbox"/> Engin de levage <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/> Préciser : _____		Équipement mobile sur véhicule de transport Transpalette <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/> Préciser : _____
L'utilisation des moyens de manutention ou de levage est soumise à une autorisation de la collectivité. Le transporteur et la collectivité s'engagent à ne mettre en service que du matériel régulièrement vérifié et entretenu Les conducteurs et chauffeurs livreurs doivent posséder sur eux leur autorisation de conduite délivrée par leur employeur		
AMÉNAGEMENTS DU VÉHICULE		



Protocole chargement déchargement
Arrêté du 26 avril 1996

Envoyé en préfecture le 09/09/2022	Indice A Berger Leysault
Reçu en préfecture le 09/09/2022	
Affiché le	Émetteur : V.Cursan
ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE	

Le transporteur s'engage à mettre à la disposition de ses conducteurs les équipements de protection suivants :

Chaussures de sécurité

☐

Casque

☐

Gants de protection

☐

Fait à : _____ le _____

Pour le Président et par délégation
Le Directeur :

Pour le transporteur :



Registre spécial des dangers graves & Imminents

DERNIERE MISE A JOUR	07/02/2022
REDACTEUR	V.CURSAN

Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

47 Avenue de Certes

33980 Audenge

Tel : 06-24 57 52 10

COLLECTIVITE**Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon****Adresse : 47 Avenue de Certes 33980 Audenge****Téléphone : 06-24 57 52 10****Site internet : www.smpba.fr****ASSISTANT DE PREVENTION****Vincent CURSAN****06-24-57-94-44****v.cursan@smpba.fr****AUTRES INTERVENANTS**

- Inspection du Travail : **05-56-00-08-86**
- Médecin de Prévention : **05 56 11 93 10**
- Secours : Pompier 18 – Samu 15 ou 112

Références

ARTICLE 5-1 A 5-4 DU DECRET N°85-603 DU 10 JUIN 1985 MODIFIE, RELATIF À L'HYGIENE ET À LA SECURITE DU TRAVAIL AINSI QU'À LA MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE.

CIRCULAIRE N °NOR : INTB1209800C

APPLICATION DES DISPOSITIONS DU DECRET N° 85-603 DU 10 JUIN 1985 MODIFIE RELATIF À L'HYGIENE ET À LA SECURITE DU TRAVAIL AINSI QU'À LA MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE



Procédure relative au droit de retrait

- 1) **Si un agent** a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection, il peut se retirer de cette situation (si son retrait ne crée pas une nouvelle situation de danger grave et imminent pour ses collègues).

-L'agent en avise immédiatement son supérieur hiérarchique.

-Le supérieur hiérarchique avise à son tour l'autorité territoriale de ce retrait. Si la situation de danger grave et imminent met en cause plusieurs personnes, l'autorité territoriale prend les mesures et donne les instructions nécessaires pour permettre à ces agents, d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement leur lieu de travail.

- 2) **Si le supérieur hiérarchique** est au courant d'une telle situation et si l'autorité territoriale n'en n'a pas été avertie, il doit l'en aviser immédiatement.

3) **Inscription au registre relatif aux situations de retrait :**

- L'agent ou le membre du Comité Technique consignera ensuite ce retrait dans le registre relatif aux situations de retrait et mis en place au Pôle Ressources Humaines et Administration Générale.

- Une enquête sera menée par l'Assistant de Prévention et peut se faire accompagner par le service de conseil en prévention du Centre de Gestion de la Gironde.

- L'autorité territoriale prendra les mesures nécessaires pour remédier à la situation et en informera en retour les membres du Comité Technique.

**Avis de droit retrait d'un agent
ou
Constat d'un danger grave & imminent par un membre du CT**

Feuille à photocopier et à coter pour constituer les pages du registre

- Pôle :
- Bureau concerné :
- Poste(s) de travail concerné(s) :
- Agent(s) exposé(s) au danger (*Prénom, NOM*) :
- Description du danger grave et imminent encouru :
.....
.....
- Description de la défaillance constatée (indiquer depuis quand) :
.....
.....
..... Date : Heure :
- Utilisation du droit de retrait : ☐ OUI ☐ NON Date : Heure :
Si OUI, supérieur hiérarchique avisé : (*Prénom, NOM*) :
- Avertissement de l'autorité territoriale (ou son représentant) :
..... Date : Heure :

<p style="text-align: center;">Agent(s) concerné(s) :</p> <p>Signature :</p>	<p style="text-align: center;">Assistant de prévention <i>(le cas échéant)</i></p> <p>Prénom, NOM :</p> <p>Signature :</p>
<p><i>Cadre réservé à l'administration</i></p> <p>Information du CT sur les décisions prises par l'autorité territoriale :</p> <p>Mesure(s) prise(s) après enquête pour remédier à la situation :</p> <p>Accord de l'autorité territoriale sur la réalité du danger : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p> <p>Accord de l'autorité territoriale sur la façon de faire cesser l'exposition au danger : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON</p> <p>Si NON, motivation de l'autorité territoriale :</p>	
<p style="text-align: center;">Autorité Territoriale :</p> <p>Date :Heure :</p> <p>Visa :</p>	<p style="text-align: center;">Réception de l'assistant de prévention :</p> <p>Date :Heure :</p> <p>Visa :</p>



Registre santé & Sécurité au travail

Capitainerie de La Teste

DERNIERE MISE A JOUR	07/02/2022
REDACTEUR	V.CURSAN

Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

47 Avenue de Certes

33980 Audenge

Tel : 06-24 57 52 10

COLLECTIVITE**Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon****Adresse : 47 Avenue de Certes 33980 Audenge****Téléphone : 06-24 57 52 10****Site internet : www.smpba.fr****ASSISTANT DE PREVENTION****Vincent CURSAN****06-24-57-94-44****v.cursan@smpba.fr****AUTRES INTERVENANTS**

- Inspection du Travail : **05-56-00-08-86**
- Médecin de Prévention : **05 56 11 93 10**
- Secours : Pompier 18 – Samu 15 ou 112

Ce registre est administré par l'assistant de prévention :

Prénom, NOM : Vincent CURSAN

Responsable bureau Travaux Maintenance

06-24-57-94-44

v.cursan@smpba.fr

Principe de fonctionnement du registre Santé & Sécurité au Travail

Référence : Art.3.1 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié par le décret n°2012-172 du 3 février 2012 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

En quoi consiste ce registre ?

Ce registre, obligatoire, est mis à la disposition de tous les agents et le cas échéant des usagers, afin qu'ils consignent toutes observations ou suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Les agents pourront y retranscrire leurs observations en matière d'hygiène et de sécurité dans leur travail quotidien soit :

- Signaler un dysfonctionnement, une anomalie,
- Poser des questions,
- Proposer des améliorations,
- Donner des idées,...

Ces observations peuvent avoir pour objet :

- La sécurité des installations électriques et de gaz (vétusté, disjonctions fréquentes, absence de prise de terre...),
- L'hygiène des locaux (nettoyage général, état des sanitaires...),
- L'aspect immobilier : difficultés d'accès, de circulation, l'état général des bâtiments,
- L'environnement extérieur : pollution, bruits, signalisation, éclairage,
- L'ambiance de travail : éclairage, espace de travail, port de charge, bruit, travail sur écran, cadre de vie, température...
- Les Equipements de Protection Individuelle (EPI) ou Collectif (EPC),
- ...

Qui peut le remplir ?

Ce registre peut être rempli par l'ensemble du personnel de la collectivité et, le cas échéant par les usagers.

Dans un souci d'efficacité, tous les renseignements demandés sur les fiches doivent être correctement complétés.

Les demandes anonymes et les demandes non visées par le supérieur hiérarchique ne seront donc pas prises en compte.

Que se passe-t-il ensuite ?

Après avoir rempli la fiche d'observation, l'agent le signale auprès de l'assistant de prévention du site dont il dépend (cordonnées page 2 du registre).

En retour, l'assistant de prévention averti le responsable hiérarchique de l'agent et instruit la réponse à donner avec le conseiller prévention.

L'assistant de prévention a 30 jours pour faire part du suivi de l'observation de l'agent.

La fiche est terminée lorsqu'une solution est mise en place ou lorsqu'une réponse négative a été apportée.

Qui peut le consulter ?

Les agents, dont le conseiller de prévention et les différents assistants de prévention. Le registre est tenu à disposition du service de la médecine préventive et du Comité Technique (C.T).

Où le conserver ?

Le registre d'hygiène et de sécurité, devant être tenu à la disposition des agents, doit être conservé dans un endroit facilement accessible sur le lieu de travail (accueil ou secrétariat...).

[illegible]

Observations relatives à la santé et à la sécurité au travail

Feuille à photocopier pour constituer les pages du registre

Identité du déclarant (à remplir par l'agent)

Prénom, NOM :

Fonction : Service :

Signature :

Observations, suggestions (à remplir par l'agent)

Date : Heure : Lieu :

Observations (*Un seul sujet par fiche*) :

.....

Solution proposée :

.....

Délai de mise en œuvre estimée : ☐ dans la journée ☐ dans la semaine

☐ A planifier :

Suites données (à remplir par le responsable hiérarchique)

Mesures d'améliorations envisagées :

.....

Décision prise par : Prénom, NOM : Fonction :

Date :

Délai de mise en œuvre : Coût estimatif :

Personne en charge de la réalisation : Prénom, NOM :

Date de finalisation :

Suivi de l'action (à remplir par l'assistant de prévention du site)

Conclusion (améliorations apportées, autres problèmes engendrés par la mise en œuvre,...) :

.....

Qualité	Prénom	NOM	Date	Visa
Responsable hiérarchique				
Assistant de prévention				
Conseiller Prévention				



Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le



ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE

PERMIS FEU

Dernière mise à jour	07/02/2022
Rédacteur	V.CURSAN

Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon

47 Avenue de Certes

33980 Audenge

Tel : 06-24 57 52 10



PERMIS DE FEU

Ce document est rédigé à l'initiative du maître d'ouvrage. Il recueille les informations nécessaires à la prévention des incendies et explosions occasionnés par point chaud (soudage, découpage, meulage...). Il doit être joint au plan de prévention ou au PPSPS, le cas échéant.

L'opérateur doit être en possession de ce permis pour commencer ses travaux.

MAÎTRE D'OUVRAGE

Nom

CONSIGNES PARTICULIÈRES

résultant du type d'exploitation de l'établissement

Représenté par

Document(s) joints(s) : ☐ Autres :

Fonction

☐ Consignes de sécurité incendie

Surveillant des travaux

☐ Plan d'évacuation incendie

Fonction

ENTREPRISE INTERVENANTE

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

INTERVENTION

Raison sociale

Localisation des travaux

Adresse

Tél.

Fax

Email

Représentée par

Début des travaux

Fin des travaux

date

heure

Opérateurs : Nom

Fonction

Habilitation

Description des travaux :

Risques identifiés liés à la structure :

Risques identifiés liés à l'environnement :

Risques identifiés liés à l'activité du site :

CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Envoyé en préfecture le 09/09/2022

Reçu en préfecture le 09/09/2022

Affiché le

ID : 033-200075992-20220909-11_2022-DE



Fait Sans
objet

objet

AVANT LES TRAVAUX

S'assurer que le matériel utilisé est en parfait état.

☐ ☐

Éloigner, couvrir et protéger les installations à l'aide de moyens appropriés.

☐ ☐

S'assurer du dégazage complet des éléments, si les travaux sont effectués sur des volumes creux.

☐ ☐

S'assurer que toutes les ouvertures, fissures, interstices sont couverts.

☐ ☐

S'assurer que tout produit inflammable ou combustible soit largement éloigné du parcours des tuyaux et conduites à traiter.

☐ ☐

S'assurer que des moyens d'alarme et de lutte contre l'incendie sont présents à proximité immédiate du poste de travail.

☐ ☐

S'assurer que les dispositions nécessaires ont été prises pour éviter le déclenchement intempestif du système de détection ou d'extinction automatique.

☐ ☐

Autres prescriptions :

PENDANT LES TRAVAUX

Surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute.

☐ ☐

Veiller à ne poser les objets chauffés que sur des supports propres et supportant la chaleur.

☐ ☐

Autres prescriptions :

APRÈS LES TRAVAUX

S'assurer que le système de détection ou d'extinction automatique a bien été remis s'il a été neutralisé pour les besoins de l'intervention.

☐ ☐

Inspecter le lieu de travail, les locaux adjacents et les environs pouvant être concernés par les projections d'étincelles ou les transferts de chaleur.

☐ ☐

Effectuer des inspections rigoureuses pendant 2 heures après la cessation du travail.

☐ ☐

Autres prescriptions :

CONSIGNES EN CAS D'URGENCE

Emplacement des moyens d'alerte :

Moyens de première intervention :

Numéro d'appel en cas d'urgence :

Le représentant du maître d'ouvrage

Date

Signature

Le représentant de l'entreprise intervenante

Date

Signature